

**Nations unies - Processus de paix au
Proche-Orient - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies,
président du conseil de sécurité -
Conseil de sécurité**
(New York, 18 octobre 2017)

Je souhaiterais tout d'abord remercier le sous-secrétaire général Miroslav Jenca pour son intervention très éclairante.

Le tableau qui vient de nous être présenté rappelle une réalité, sur laquelle la France n'a de cesse d'attirer l'attention de ce conseil : dans une région secouée par des crises majeures depuis plusieurs années, le plus ancien des conflits du Moyen-Orient n'est toujours pas réglé. Or, le temps ne rend pas le conflit israélo-palestinien moins dangereux : loin d'être un statu quo, la situation sur le terrain est marquée par une dégradation quotidienne, liée notamment à la colonisation, qui peut dégénérer en crise ouverte à tout moment - nous l'avons constaté régulièrement au cours des dernières années, et encore récemment autour de l'esplanade des mosquées. Décennie après décennie, la paix recule aussi dans les discours et les esprits, à mesure que des générations successives de Palestiniens et d'Israéliens perdent l'espoir d'une coexistence pacifique.

De même, la multiplication des crises régionales ne conduit pas à banaliser ou à marginaliser le conflit israélo-palestinien : elle accroît au contraire son potentiel de déstabilisation et rend sa résolution plus nécessaire que jamais. Par sa gravité, sa centralité au Proche-Orient, sa dimension symbolique et sa place dans l'imaginaire collectif, ce conflit revêt un caractère profondément mobilisateur, dont la portée dépasse largement les frontières d'Israël et des territoires palestiniens. Toute escalade dans ce conflit porte le risque de conséquences régionales incontrôlables. Et la permanence de ce conflit offre un argument de recrutement aux groupes terroristes actifs dans la région, vis-à-vis desquels nous devons être particulièrement vigilants.

Nous devons en être bien conscients : le conflit israélo-palestinien ne se résoudra pas de lui-même. Sa solution ne viendra ni de l'inertie de ses principaux acteurs, ni de raccourcis illusoires. Il n'y a pas d'autre voie que le chemin exigeant vers la paix, fondé sur le respect mutuel et la négociation. Car si le conflit israélo-palestinien est aujourd'hui le plus ancien de ceux qui déchirent le Moyen-Orient, c'est aussi le seul dont la solution est à ce point connue et partagée au sein de la communauté internationale.

Malgré la dégradation constante de la situation sur le terrain, les paramètres d'un futur accord n'ont pas changé : deux États vivant en paix et en sécurité le long de frontières sûres et reconnues ; des frontières tracées sur la base des lignes de 1967, avec des échanges de territoires mutuellement agréés ; Jérusalem pour capitale de ces deux États ; une solution

concertée, réaliste, juste et pérenne pour les réfugiés palestiniens.

Il n'existe pas d'alternative à la solution des deux États et la vision d'une région où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte à côte. Les destins de ces deux peuples sont liés : aucun ne pourra durablement satisfaire ses aspirations nationales en niant celles de l'autre. Pourtant, sur le terrain, c'est une autre réalité que la colonisation des territoires palestiniens est en train d'imposer. La colonisation progresse aujourd'hui à un rythme sans précédent depuis 1967. Elle menace ainsi d'évoluer à terme vers une réalité à un État, où coexisteraient deux régimes de citoyenneté - situation qui serait inégalitaire, donc à la fois inacceptable sur le principe et catastrophique par ses conséquences.

Sur le terrain les conditions de violences récurrentes existent déjà, comme l'a montré l'attaque qui a fait trois morts à l'entrée d'une colonie de Cisjordanie fin septembre. Soyons clairs, nous condamnons fermement la violence, ainsi que toute forme d'incitation à la violence. C'est aussi ce que demande la résolution 2334. Dans un contexte déjà volatile, les progrès de la colonisation risquent de multiplier les points de friction.

Avec près de 600.000 colons à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, nous approchons du point de non-retour. Pour la seule année 2017, la construction de 12.000 nouvelles unités de logement a été approuvée par les autorités israéliennes, soit un nombre trois fois supérieur à celui de l'an dernier. Au cours des derniers jours, la construction de nouveaux logements a été approuvée pour la première fois depuis 15 ans dans le centre-ville d'Hébron. Hier, 1300 nouvelles unités de logement ont été approuvées en Cisjordanie, en grande partie dans des colonies situées en profondeur dans le territoire de la Cisjordanie, les moins compatibles avec un futur accord de paix. Aujourd'hui même, l'approbation de plus de 1300 unités supplémentaires a été annoncée.

Face à ces développements, la position de la France est claire : nous condamnons la colonisation, qui est illégale en droit international, comme l'a rappelé la résolution 2334, mais qui est aussi dangereuse parce qu'elle détruit, tant sur le plan politique que sur le terrain, la possibilité même des deux États. Et sur le plan pratique, nous mettons en oeuvre une politique de différenciation entre le territoire d'Israël, avec lequel nous souhaitons poursuivre et approfondir nos échanges, et les territoires occupés. Dans le cadre de l'Union européenne, cette approche se traduit par des clauses qui excluent les colonies israéliennes du bénéfice des accords que nous signons avec Israël, et par des recommandations spécifiques sur l'indication de l'origine des produits issus de ces colonies. Soyons clairs, cette distinction, également demandée par la résolution 2334 du conseil de sécurité, ne s'apparente aucunement, ni directement, ni indirectement, à un quelconque boycott. Et je voudrais redire ici que la France restera extrêmement ferme dans son refus et sa condamnation des appels au boycott d'Israël.

Au-delà des violences, que nous constatons déjà sur le terrain, et que nous condamnons, la colonisation porte en germe une double impasse : pour les Palestiniens, l'échec de leurs aspirations étatiques ; pour les Israéliens, la ruine de leur projet national démocratique.

Enfin, si la préservation de la continuité des territoires palestiniens est indispensable à un futur accord sur le statut final, l'unité politique et territoriale des Palestiniens l'est tout autant pour que cet accord soit viable. Depuis une décennie, nous appelons les Palestiniens à mettre un terme à la division entre Gaza et la Cisjordanie, et à reconstruire leur unité sous l'autorité du

président Mahmoud Abbas et dans le cadre des principes endossés par l'OLP : la non-violence, la reconnaissance d'Israël et le respect des accords signés.

L'accord signé au Caire le 12 octobre par le Fatah et le Hamas, précédé par la visite dix jours plus tôt du gouvernement de l'Autorité palestinienne à Gaza, est un développement encourageant dans cette direction. Ce résultat n'aurait pu être obtenu sans les efforts considérables fournis par l'Égypte, qui se poursuivent et que nous tenons à saluer. Les discussions en cours doivent permettre à l'Autorité palestinienne d'exercer pleinement ses prérogatives dans la bande de Gaza, y compris dans le domaine de la sécurité. Elles doivent également, et aussi rapidement que possible, mettre un terme à la crise énergétique dont la population de Gaza est la seule victime. Elles doivent enfin, à travers les arrangements de sécurité appropriés, faciliter la levée du blocus imposé aux Gazaouis.

La France est l'amie des Palestiniens comme des Israéliens. C'est pourquoi elle se doit de leur tenir un langage de vérité, en les appelant inlassablement à revenir à la table des négociations. Nous souhaitons continuer à agir en ce sens avec nos principaux partenaires :

- avec nos partenaires de l'Union européenne, nous restons mobilisés pour aider à la reprise des négociations, en activant tous les instruments dont nous disposons collectivement. La France s'associe ainsi à la déclaration de l'Union européenne qui sera prononcée tout à l'heure.
- dans la région, l'initiative arabe de paix reste un cadre incontournable pour faire de la paix avec les Palestiniens le premier pas vers une intégration régionale d'Israël, qui se fera au bénéfice de tous.
- nous voulons espérer que l'engagement de l'administration américaine dans un nouvel effort diplomatique aidera à relancer une dynamique de négociation entre les parties, dans le cadre du droit international et de l'objectif des deux États.

Parce qu'elle est l'amie des Palestiniens comme des Israéliens, la France ne peut se résoudre à une situation qui conduira les uns comme les autres à une impasse. Le temps est venu d'y mettre un terme./.